



JANVIER
2025



La CDU lors des élections de 2025

Un chemin tracé vers la chancellerie,
mais parsemé d'embûches

Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

Martin BALOGE

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0984-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Berlin, Allemagne – 24 janvier 2025 : Panneau publicitaire de la CDU sur les élections fédérales allemandes de 2025 montrant le chef du parti Friedrich Merz
© Achim Wagner

Comment citer cette publication :

Martin Baloge, « La CDU lors des élections de 2025. Un chemin tracé vers la chancellerie, mais parsemé d’embûches », *Notes du Cerfa*, n° 181, Ifri, février 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Martin Baloge est docteur en science politique de l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et enseignant-chercheur à l'Institut catholique de Lille au sein de la Faculté des lettres et sciences humaines (Laboratoire MUSE). Ancien enseignant invité de l'Université européenne Viadrina de Francfort-sur-l'Oder, de Sciences Po Paris ou encore de la Boston University, ses travaux portent sur la sociologie politique des élites françaises et allemandes, sur la politique comparée, la communication politique et le vote. Il a récemment publié *Vie et mort de l'impôt sur la fortune. Les luttes pour la représentation des intérêts à l'Assemblée nationale et au Bundestag* aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme (2022) et *La politique en Allemagne* aux éditions de La Découverte (2024).

Résumé

Après une législature passée dans l'opposition, l'Union chrétienne-démocrate/l'Union chrétienne sociale (CDU-CSU) semble être sur le point de remporter les élections législatives anticipées de février 2025 et tout semble indiquer que le futur chancelier du pays se nommera Friedrich Merz. Fervent opposant à la coalition « feu tricolore » depuis qu'il est devenu chef du parti et du groupe parlementaire en 2021, Merz porte un programme radicalement opposé à celui du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), sur tous les points, à l'exception des questions liées aux retraites et avec le programme des Verts sauf sur les questions de politique étrangère. Incarnant l'aile droite de la CDU depuis plusieurs décennies, Merz cherche à contrer la montée de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en faisant le pari d'un programme libéral sur le plan économique et conservateur sur le plan social. Mais cette victoire annoncée s'inscrit dans un contexte extrêmement difficile pour le futur gouvernement, quel qu'il soit. De nombreux enjeux, en particulier l'immigration, la morosité économique du pays, la crise de l'endettement et la crise ukrainienne vont à la fois déterminer la campagne de la CDU puis ses marges de manœuvre s'il revient au pouvoir. Cette élection s'annonce donc comme une des élections les plus polarisées idéologiquement depuis des années et la constitution des futures coalitions, avec le SPD ou les Verts sera sans doute extrêmement difficile.

Abstract

After a legislative session in the opposition, the Christian Democratic Union/Christian Social Union (CDU-CSU) looks set to win the snap elections in February 2025. It is very likely that the country's future chancellor will be Friedrich Merz. A strong opponent of the "traffic light" coalition since becoming leader of the party and parliamentary group in 2021, Merz's program is radically opposed to that of the Social Democratic Party of Germany (SPD) on all points except pensions, and to that of the Greens except on foreign policy issues. Embodying the right wing of the CDU for several decades, Merz is seeking to counter the rise of the Alternative for Germany (AfD) with an economically liberal and socially conservative program. But this expected victory comes against an extremely difficult context for the future government, whoever it may be. Numerous issues, in particular immigration, the country's economic weakness, the debt crisis and the Ukrainian crisis, will determine both the CDU's campaign and its margin for maneuver if it returns to power. This election is set to be one of the most ideologically polarized in years and the formation of future coalitions with the SPD or the Green Party will undoubtedly be extremely difficult.

Sommaire

INTRODUCTION	7
POUR LA CDU/CSU, UNE VOIE TRACÉE VERS LA CHANCELLERIE DANS UN CONTEXTE DIFFICILE.....	7
LA CDU/CSU EN 2025, AU SORTIR D'UNE LÉGISLATURE DANS L'OPPOSITION.....	9
La revanche de Friedrich Merz	9
Les transformations idéologiques de la CDU depuis la fin de l'ère Merkel.....	10
Un parti vieillissant mais solidement ancré à l'échelle fédérale et régionale.....	12
UN PROGRAMME RÉSOLUMENT À DROITE POUR CONTRER L'AFD ET SE DISTINGUER DE LA COALITION « FEU TRICOLERE ».....	14
La politique migratoire de la CDU ou l'affirmation d'un virage à droite toute	14
Politique économique et budgétaire : la difficile question de l'investissement et du frein à l'endettement	16
L'affirmation d'un parti pro-européen et allié des États-Unis.....	18
La politique étrangère ou la lutte contre « l'axe des autocraties » ...	20
L'affirmation de l'importance des relations franco-allemandes	22
AVEC QUI GOUVERNER ?.....	24
Le refus de toute coalition avec l'AfD mais l'affaiblissement du cordon sanitaire	24
Un compromis avec les Verts est-il possible ?	26
La probabilité d'une nouvelle grande coalition CDU/CSU-SPD.....	27
CONCLUSION	30

Introduction – Pour la CDU/CSU, une voie tracée vers la chancellerie dans un contexte difficile

Le 6 novembre 2024, la coalition « feu tricolore » SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne – *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*), FDP (Parti libéral démocrate d'Allemagne – *Freie Demokratische Partei*) prend fin. Dès le lendemain, Friedrich Merz, le président de la CDU (Union chrétienne-démocrate – *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) et du groupe parlementaire au Bundestag publie une vidéo sur la chaîne Youtube du parti en appelant le chancelier Scholz à organiser un vote de confiance devant conduire à des élections anticipées¹. Sans détour, la déclaration de Friedrich Merz témoigne de la volonté de la CDU/CSU de retourner au pouvoir, après trois années d'opposition, les premières depuis 2005. Depuis de nombreux mois, les sondages donnent en effet la CDU/CSU assez largement en tête pour les élections à venir avec un score oscillant entre 29 et 31 %, soit environ six points de plus que son résultat historiquement bas de 2021 (24,1 %). Derrière le parti chrétien-démocrate, le parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne – *Alternative für Deutschland*), le SPD et les Verts suivent avec respectivement près de 21 % des intentions de vote pour la première, seulement 15 % pour le second et 13 à 14 % pour les derniers. Le FDP risque de disparaître à nouveau du Bundestag, ainsi que tous les partis de la gauche radicale (Die Linke et l'Alliance Sahra Wagenknecht – BSW). La CDU/CSU fait donc face à des adversaires très diminués, en particulier ceux ayant participé à la coalition « feu tricolore » et à un adversaire en plein essor, l'AFD, dont il cherche à se différencier tout en essayant d'attirer ses électeurs, tout en refusant catégoriquement de s'allier avec lui au sein d'un gouvernement de coalition.

Tout laisse donc à penser que la CDU/CSU dispose d'un boulevard vers la chancellerie, facilitant la campagne de Friedrich Merz. Rien n'est plus faux. Si le Rhénan devrait selon toute logique bien devenir le nouveau chancelier du pays, la campagne électorale est marquée par un contexte national et international extrêmement complexe et difficile. L'élection de Donald Trump,

1. « Friedrich Merz zum Ende der Ampel-Koalition », CDU, 7 novembre 2024, disponible sur : www.youtube.com.

le futur de la guerre en Ukraine, l'immixtion du milliardaire Elon Musk dans la campagne et son soutien affirmé à l'AfD, la succession d'attaques meurtrières ou d'attentats terroristes à Solingen, Magdebourg et Aschaffenburg, le ralentissement de l'économie allemande, les licenciements massifs dans l'industrie et la question du frein à l'endettement sont quelques-uns des enjeux qui dans un temps très court ont bouleversé l'actualité politique du pays. La percée de l'AfD est également venue accentuer la pression sur la CDU/CSU qui a considérablement durci son programme sur les questions migratoires en particulier, rompant avec l'héritage des années Merkel. Le morcellement de l'offre politique vient également complexifier la vie politique allemande et la formation de la future coalition. Quarante-et-un partis sont autorisés à participer aux élections fédérales et entre quatre et huit partis pourraient entrer au Bundestag². Plus le nombre de partis sera important plus la probabilité d'une coalition tripartite, donc plus fragile, augmentera. Précisons également que cette élection est la première depuis la réforme de mars 2023 qui a fait passer le Bundestag au nombre fixe de 630 députés. Du fait d'un mode de scrutin complexe à deux voix, une coalition peut obtenir une majorité de sièges sans avoir atteint la majorité des voix. Quel que soit le résultat, la CDU/CSU se trouvera donc dans une situation extrêmement complexe à gérer sur le plan politique. Se posent ainsi un ensemble de questions : Friedrich Merz est-il l'homme de la situation, lui l'éternel rival d'Angela Merkel, sur le point d'accéder enfin à la chancellerie ? Dans quel état est le parti, à la fois idéologiquement et structurellement après trois années d'opposition ? Quelle offre politique la CDU/CSU propose-t-elle dans son programme afin de se démarquer à la fois de la précédente coalition et de l'AfD ? Enfin, avec qui le parti chrétien-démocrate peut-il espérer former une coalition, lui qui contribue également à polariser la vie politique allemande en se réorientant idéologiquement sur sa droite ?

2. « 41 Parteien können an der Bundestagswahl 2025 teilnehmen », *Die Bundeswahlleiterin*, 14 janvier 2025, disponible sur : www.bundeswahlleiterin.de.

La CDU/CSU en 2025, au sortir d'une législature dans l'opposition

La revanche de Friedrich Merz

La carrière politique de Friedrich Merz est loin d'être linéaire. Engagé en 1972 au sein de l'Organisation jeunesse du parti chrétien-démocrate (*Junge Union*), il est d'abord élu au Parlement européen en 1989 où il siège jusqu'à son entrée au Bundestag en 1994. Il connaît alors une trajectoire ascendante sous l'aile de son mentor Wolfgang Schäuble, jusqu'à devenir président du groupe CDU/CSU au Bundestag entre 2000 et 2002, et donc chef de l'opposition. De ces années date sa rivalité avec Angela Merkel. Lors des élections fédérales de 2002, cette dernière, déjà présidente de la CDU depuis deux ans, revendique et obtient la présidence du groupe parlementaire, faisant rétrograder Merz à un simple rôle d'adjoint. Durant plusieurs années, il cherchera à contrer sa rivale qui atteint une popularité, dans le parti et en dehors de celui-ci, impossible à contrecarrer. En 2009, il décide de ne plus se présenter aux élections fédérales et se reconvertit dans la finance où il fera fortune. Il reste cependant en contact avec l'aile droite de la CDU qui s'oppose à la politique centriste et pragmatique d'Angela Merkel. Lorsque cette dernière annonce en 2018 ne pas se présenter aux élections de 2021 et quitter la présidence de la CDU, Wolfgang Schäuble travaille à un retour de son poulain. Mais Merz sous-estime peut-être l'héritage d'Angela Merkel et sa mainmise sur le parti. En décembre 2018, il perd ainsi de justesse l'élection à la présidence du parti face à la protégée de la chancelière Annegret Kramp-Karrenbauer. En janvier 2021, nouvelle humiliation, lorsqu'il perd face à Armin Laschet, également soutenu par Angela Merkel, la présidence du parti et donc la course à la chancellerie. Dans les deux cas, il ne parvient pas à convaincre les délégués du parti tandis que le vote des adhérents lui aurait certainement permis de l'emporter. Mais, lors des élections fédérales de 2021, Laschet fait chuter la CDU/CSU à un score historiquement faible (24,1 %) qui ouvre enfin à Friedrich Merz le chemin de la présidence du parti en décembre 2021, après un vote des adhérents – les règles ayant changé – et de la candidature au poste de chancelier. Il aura donc fallu que la CDU/CSU retourne dans l'opposition et que la ligne Merkel s'épuise électoralement pour qu'il puisse prendre les rênes du parti.

Qu'est-ce que cette carrière politique faite de hauts et de nombreux bas nous dit de Friedrich Merz ? Certainement que ce dernier a souvent été en décalage avec son parti et plus généralement avec l'électorat allemand, y compris conservateur. Cela tient à des raisons communicationnelles, avec un style souvent froid, perçu comme hautain, confinant à l'arrogance et à l'opiniâtreté. Cela tient également à des causes idéologiques et sociologiques, les deux étant croisées. Friedrich Merz est politiquement ce qu'il est socialement. Homme d'affaires passé par la finance, il estime que « l'Allemagne ne compte pas assez d'actionnaires³ » et bien qu'il se défende d'être néolibéral, il déclarait en 2020 au journal *Tageszeitung* : « Le terme est délibérément utilisé à mauvais escient. Il représentait à l'origine les libéraux qui ont conçu l'économie sociale de marché. Aujourd'hui, "néolibéral" est utilisé comme un terme de combat politique par ceux qui veulent abolir l'économie de marché. Il s'agit d'un exemple classique de la façon dont le cadrage politique discrédite un principe d'organisation efficace.⁴ » Millionnaire mais ayant du mal à l'assumer politiquement en se déclarant « membre de la classe moyenne supérieure⁵ », il défend la suppression de la surtaxe de solidarité, un renforcement du contrôle des travailleurs précaires, un abaissement de la taxation du capital, un allègement de la fiscalité qui profitera principalement aux plus hauts revenus selon la Fédération des contribuables allemands⁶. Catholique assumé et pratiquant, il est également conservateur sur les questions sociales. Son profil est donc clivant, loin de l'image plus consensuelle et pragmatique d'Angela Merkel.

Les transformations idéologiques de la CDU depuis la fin de l'ère Merkel

Les années Merkel, marquées par trois grandes coalitions sur quatre mandats avaient été logiquement gouvernées sur le centre-gauche du parti, ce qui avait conduit à une forme de désalignement militant. Une étude publiée en 2017 par la fondation Konrad Adenauer montrait en effet que sur des sujets comme le salaire minimum, le mariage homosexuel, le rôle de l'État en matière d'emploi ou encore sur la place de l'islam en Allemagne, les adhérents de la CDU avaient des positions beaucoup plus radicales que la population allemande et que les électeurs du parti⁷. Comme le souligne

3. « Friedrich Merz (CDU) über Neoliberalismus & junge Leute in Deutschland », Jung & Naiv, 31 octobre, 2018, disponible sur : www.youtube.com.

4. A. Maier et S. Reinecke « Falsche Zerrbilder über mich », *Die Tageszeitung*, 29 août 2020, disponible sur : www.taz.de.

5. A. Hagelüken, « Gehört ein Millionär zur Mitte? », *Süddeutsche Zeitung*, 16 novembre 2018, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

6. « CDU-Vorstand beschließt „Agenda 2030“ – Merz und Linnemann werben für Steuerentlastungen », *Deutschlandfunk*, 13 janvier 2025, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

7. V. Neu « „Ich wollte etwas bewegen.“ Die Mitglieder der CDU », Konrad-Adenauer-Stiftung, 18 décembre 2017, disponible sur : www.kas.de.

Jean-Louis Georget, le « merkelisme » se caractérisait par une « démobilisation asymétrique », visant à décourager l'implication et l'inventivité des autres partis pour réaffirmer la place centrale de la CDU comme parti de gouvernement⁸ ». Dans le prolongement des années Merkel, la campagne de 2021 portée par le candidat Armin Laschet s'était plutôt jouée au centre, face à une AfD qui n'était pas parvenue à peser sur l'agenda politique et médiatique, et qui avait perdu un million de voix par rapport à 2017 et face à des Verts en position de rogner l'électorat chrétien-démocrate. Armin Laschet défendait une forme de pragmatisme politique et de modération. En ce sens, le retour au premier plan de Friedrich Merz témoigne d'un réalignement idéologique avec la base du parti et une rupture nette avec les années Merkel.

D'abord dans le style. Merz est en effet familier de déclarations choc. En janvier 2023 lors de l'émission « Markus Lanz » diffusée sur la ZDF, il déclarait en réaction aux dégradations du Nouvel an que les migrants devaient « réprimander leurs fils, les petits pachas », « des jeunes du monde arabe⁹ ». La même année, il critiquait l'immigration en expliquant que les clandestins « s'assoient chez le médecin et se font refaire les dents¹⁰ ». Ce type de déclaration conduit une partie de la presse allemande à se poser une question inimaginable du temps d'Angela Merkel : la CDU et son candidat sont-ils en train de devenir populistes¹¹ ? Le terme ne semble cependant pas adapté à la stratégie de Merz. Rappelons que le populisme, dans la science politique internationale¹², recoupe trois dimensions que l'on ne retrouve pas en l'état dans l'orientation programmatique de la CDU : l'idée d'un peuple pur, la critique d'une élite corrompue et la défense de la volonté générale par l'appel au peuple. Cette définition s'applique bien plus à l'AFD qu'à la CDU/CSU en 2025. La stratégie électorale de Friedrich Merz s'apparente plutôt à une forme de démagogie et de simplification du discours politique afin de contrer la poussée du parti d'extrême droite. Mais cette stratégie est risquée. Comme le souligne la journaliste Alisha Mendgen, le parti, incité par la CSU bavaroise à chercher les gros titres plutôt que des solutions réalisables juridiquement sur les questions migratoires, pourrait décevoir son électorat et renforcer à long terme l'AFD¹³.

8. J.-L. Georget, « La CDU de F. Merz : une mue salutaire et un horizon probable de reconquête du pouvoir », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 250, 2024, p. 109.

9. « Friedrich Merz verteidigt „Kleine Paschas“-Äußerung », *Zeit Online*, 13 janvier 2023, disponible sur : www.zeit.de.

10. C. Lüder, « Empörung über Merz-Vorwürfe gegen abgelehnte Asylbewerber », *Der Spiegel*, 27 septembre 2023, disponible sur : www.spiegel.de.

11. J. Regis, A. Maus et G. Stangner, « Kanzlerkandidat Merz: Union in der Populismusfalle? », Westdeutscher Rundfunk Köln (WDR), 19 septembre 2024, disponible sur : www1.wdr.de.

12. C. Mudde et C. Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, Avignon, Éditions de l'Aube, 2018.

13. A. Mendgen, « Der Populismus der CSU schadet Friedrich Merz », *Redaktionsnetzwerk Deutschland*, 6 janvier 2025, disponible sur : www.rnd.de.

Idéologiquement ensuite, le parti a accéléré sa mue en adoptant en 2024 un nouveau programme fondamental intitulé « Vivre en liberté. Conduire l'Allemagne avec assurance vers son futur¹⁴ ». La CDU propose un retour progressif à la conscription, fidèle à sa volonté de se présenter comme le parti de la Bundeswehr, dans le prolongement de son histoire marquée dès les années 1950 par des figures telles que Franz Josef Strauß ou Gerhard Schröder¹⁵, affirme sa défense de l'économie sociale de marché, le durcissement de mesures d'incitation au travail, une réforme des règles d'asile et insiste sur la « *Leitkultur* », la « culture dominante allemande », entendue comme un principe d'adhésion aux valeurs et à la Constitution du pays¹⁶.

Législativement enfin, durant la 20^e législature du Bundestag (2021-2024), le parti s'est radicalement opposé à la coalition « feu tricolore » sur un ensemble de textes majeurs marquant un peu plus sa différence avec ses anciens alliés du SPD. Par exemple, sur l'allocation citoyenne (*Bürgergeld*), en parvenant à contraindre la coalition de retirer l'introduction d'une période de six mois, durant laquelle les bénéficiaires de prestations sociales ne devaient pas être sanctionnés s'ils refusaient un travail raisonnable. Ou encore sur la réforme du droit électoral visant à diminuer le nombre de sièges au Bundestag en déposant un recours auprès du Tribunal constitutionnel fédéral. Enfin, c'est la CDU qui a saisi le Tribunal constitutionnel fédéral afin de contester la réaffectation de 60 milliards d'euros débloqués dans le cadre de la pandémie du coronavirus vers un fonds spécial pour le climat et la transformation de l'économie. Le Tribunal, par son arrêt du 15 novembre 2023 donnait raison à la CDU/CSU et précipitait le début des tensions sur les questions économiques et budgétaires qui allaient mener à la fin de la coalition tricolore un an plus tard. En trois années, la CDU est donc parvenue à s'affranchir du lourd héritage des années Merkel au prix d'une réorientation politique, idéologique et communicationnelle que la campagne de 2025 est venue renforcer.

Un parti vieillissant mais solidement ancré à l'échelle fédérale et régionale

La campagne de 2025 s'inscrit dans un contexte plutôt favorable pour la CDU du point de vue institutionnel. Le parti a vu son nombre d'adhérents se maintenir en 2024 pour la première fois depuis 25 ans. La CDU revendique 363 381 adhérents à jour de cotisation contre 363 044 en 2023, un chiffre

14. « In Freiheit leben. Deutschland sicher in die Zukunft führen », CDU, 15 janvier 2024, disponible sur : www.cdu.de.

15. P. Maurice, « Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures », *Notes du Cerfa*, n° 160, Ifri, avril 2021, disponible sur : www.ifri.org.

16. J.-L. Georget, « La CDU de F. Merz : une mue salutaire et un horizon probable de reconquête du pouvoir », *op. cit.*

quasiment similaire à celui du SPD¹⁷. Évidemment ce chiffre est très loin des 790 000 adhérents de 1990 et le parti ne parvient pas à recruter de nouveaux adhérents parmi les jeunes générations. En 2021, seuls 5 % des adhérents avaient entre 21 et 30 ans, un chiffre à comparer avec le SPD (8 %) mais surtout les Verts (17 %) ou Die Linke (19 %)¹⁸. Cela s'observe également à l'électorat de la CDU qui en 2021 se recrutait principalement chez les retraités (34 %), les indépendants (29 %), les fonctionnaires (28 %) et les électeurs peu diplômés, ce qui s'explique en partie par le poids du vote des seniors¹⁹. Le parti est également à la tête de huit *Länder*, en comptant la Bavière gouvernée par la CSU. Il dirige les *Länder* le plus puissant économiquement du pays : la Bavière donc mais également la Rhénanie-du-Nord-Westphalie dont Friedrich Merz est originaire. La CDU est également bien implantée en Allemagne de l'Est puisqu'elle gouverne les *Länder* où l'AfD a réalisé une très forte poussée lors des élections de l'automne 2024 en Thuringe, Saxe et en 2021 en Saxe-Anhalt. Le parti, contrairement à 2021, est également soudé derrière Merz qui a été désigné candidat à la chancellerie en septembre 2024 à l'unanimité par le comité exécutif fédéral de la CDU et le présidium, après que ses adversaires, dont le populaire Markus Söder de la CSU, se soient retirés.

17. « Erstmals seit 25 Jahren: CDU verzeichnet leichten Mitgliederzuwachs », *Der Tagesspiegel*, 14 octobre 2024, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

18. « Verteilung der Mitglieder der Bundestagsparteien nach Altersgruppen im Jahr 2021 », Statista, octobre 2022, disponible sur : www.de.statista.com.

19. J. Rößner, « SPD überholt Union bei den Über-60-Jährigen – Laschet mit katastrophalen Werten », *Die Welt*, 26 septembre 2021, disponible sur : www.welt.de.

Un programme résolument à droite pour contrer l’AfD et se distinguer de la coalition « feu tricolore »

La campagne de 2025, de courte durée, se joue principalement sur deux enjeux : l’immigration et la politique économique. Un sondage publié en janvier 2025 par le *Tagesschau* montre que pour 37 % des Allemands, l’immigration est le thème majeur de cette campagne, en hausse de 14 points en un mois, à la suite de l’attentat de Magdebourg peu avant Noël. Vient ensuite l’économie avec 34 % des sondés plaçant ce sujet en tête de leurs préoccupations. Ces deux sujets sont historiquement favorables à la CDU/CSU et expliquent en partie les perspectives favorables pour le parti. D’autres thèmes sont relégués en second plan mais doivent être mentionnés : la politique étrangère (14 %), l’environnement et le climat (13 %) et l’injustice sociale (11 %). Dans le prolongement de ces préoccupations électorales, le programme officiel du parti est un document de 82 pages, divisé en trois volets où l’économie et l’immigration occupent une place centrale²⁰ :

- ▀ notre projet pour un pays qui crée à nouveau la prospérité pour tous (volet économique) ;
- ▀ notre projet pour un pays à nouveau libre et sûr (volet sécuritaire et immigration) ;
- ▀ notre projet pour un pays qui se serre les coudes (volet social et culturel).

La politique migratoire de la CDU ou l’affirmation d’un virage à droite toute

Le programme de la CDU sur les questions migratoires finit d’achever le virage à droite du parti, en comparaison du programme de 2017 et surtout de 2021. Celui de 2017, après avoir souligné les efforts historiques mis en œuvre par le pays à la suite de la crise de 2015, soulignait qu’une telle situation « ne doit jamais se reproduire » et que « le nombre de réfugiés qui viennent chez nous doit durablement rester faible²¹ ». Le programme de

20. « Politikwechsel für Deutschland », CDU, disponible sur : www.cdu.de.

21. « Für ein Deutschland, in dem wir gut und gerne leben », CDU, disponible sur : www.cdu.de.

2021 quant à lui rappelait que l'Allemagne aide les réfugiés en danger et soulignait surtout que l'immigration n'est pas identifiée comme une menace :

« L'immigration ciblée est un atout et une chance pour notre pays si elle s'accompagne d'une intégration réussie – sur notre marché du travail et dans notre société. C'est ce que nous attendons des immigrés et c'est ce que nous voulons leur apporter [...] Notre politique est donc placée sous le signe d'un ordre et d'une gestion efficaces de la migration. Cela signifie que nous ne voulons pas d'immigration illégale et que nous voulons imposer des obligations de départ. C'est la condition pour que nous puissions aider durablement les personnes en détresse. Nous allions ouverture au monde et cohérence, humanité et ordre. »²²

Dans les deux cas, la CDU/CSU, de façon pragmatique, alliait fermeté et assistance aux réfugiés. Cette deuxième dimension a considérablement disparu du programme de 2025.

Le programme stipule que le pays « a besoin d'un tournant fondamental dans sa politique migratoire. L'afflux de population est trop élevé et n'est plus gérable. Il est urgent de limiter strictement l'immigration [...]. Nous devons à nouveau décider nous-mêmes qui peut venir chez nous et qui peut y rester ». Pour ce faire, le parti met en avant un ensemble de propositions : renforcement du contrôle des frontières et refoulement à la frontière des immigrés clandestins. Accélération des procédures d'asile et des renvois en désignant comme sûrs de nouveaux pays d'origine, en particulier vers la Syrie et l'Afghanistan. Suspension du regroupement familial pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire et fin de tous les programmes d'accueil volontaires. Sur la question des prestations sociales des réfugiés, application du principe : « Un lit, du pain et du savon », soit le strict minimum. Modification également du droit d'asile européen puisque toute personne qui demande l'asile en Europe doit être transférée dans un pays tiers sûr, y suivre la procédure et y trouver protection si nécessaire. Le parti fait également un lien entre terrorisme et immigration en déclarant vouloir sanctionner plus systématiquement le soutien aux organisations terroristes, prônant un ensemble de mesures : expulsion, retrait du titre de séjour, perte de la nationalité allemande. Enfin, le parti souhaite combattre l'islamisme en fermant les mosquées qui prêchent la haine et l'antisémitisme, afin de ne permettre aucune zone de non-droit pour l'islamisme.

Une analyse du programme de la CDU sur les questions migratoires pourrait laisser penser que le parti a durci sa position sur ce sujet sous la pression de l'AfD qui soutient avec un réel succès électoral des positions radicales telles que la « remigration », soit la déportation de millions

22. « Das Programm für Stabilität und Erneuerung », CDU/CSU, disponible sur : www.csu.de.

d'immigrés et d'Allemands d'origine étrangère hors des frontières du pays²³. Ce serait oublier que sous Merkel déjà la décision d'accueillir plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015 avait été très critiquée au sein même de son parti, en particulier par Horst Seehofer, alors Premier ministre bavarois et leader de la CSU. Celui-ci qualifiait la politique migratoire de la chancellerie « d'erreur qui nous préoccupera pendant longtemps ». Il faut dire que la doctrine du « *wir schaffen das* » bouleversait la culture politique du pays en matière d'immigration comme le soulignait la politiste Barbara Laubenthal²⁴. Dix ans plus tard Merz tourne définitivement la page Merkel en déclarant en janvier 2025 lors d'une conférence de presse de son parti, à la suite de l'attaque au couteau d'Aschaffenburg : « Nous sommes confrontés aux dégâts de dix années de politique d'asile et d'immigration malavisée en Allemagne²⁵ », incluant donc son ancienne rivale dans son constat.

Lors d'un vote au Bundestag le 28 janvier l'AfD a apporté son soutien à deux résolutions de la CDU visant à renforcer la lutte contre l'immigration et à protéger l'Allemagne contre « la criminalité étrangère ». L'adoption de ces deux textes, dépourvus de valeur contraignante, a eu pour effet de fragiliser le « cordon sanitaire » face à l'extrême droite. Même si Friedrich Merz a « regretté » la formation d'une telle majorité, celle-ci a entraîné une vive émotion et de nombreuses protestations d'une grande partie de la société et de la classe politique allemande, y compris de l'ancienne chancellerie Angela Merkel qui estime que le vote de son parti a été une erreur et a pointé du doigt les revirements de son éternel rival, Friedrich Merz.

Politique économique et budgétaire : la difficile question de l'investissement et du frein à l'endettement

Dans le cadre de son « Agenda 2030 » présenté début janvier 2025 sur les questions économiques le parti défend une politique de l'offre classique au sein des partis de droite, pro-entreprise, à destination des classes moyennes supérieures et des hauts revenus²⁶. Le parti souhaite en effet revenir à un niveau maximal de cotisations sociales de 40 %, défiscaliser les heures supplémentaires effectuées à temps plein, réduire l'imposition des

23. La candidate à la chancellerie, Alice Weidel a récusé que la position du parti sur le terme « remigration » correspondait à l'idée d'une déportation en masse mais en un retour dans les pays d'origine pour les demandeurs d'asiles déboutés. Elle a volontairement laissé planer le doute sur la signification de ce terme.

24. B. Laubenthal, « Refugees Welcome? Reforms of German Asylum Policies Between 2013 and 2017 and Germany's Transformation into an Immigration Country », *German Politics*, vol. 28, n° 3, 2019, p. 412-425.

25. « Statement von Friedrich Merz zur Messerattacke in Aschaffenburg », CDU, 23 janvier 2025, disponible sur : www.cdu.de.

26. Avec son « Agenda 2030 » la CDU fait référence à l'« Agenda 2010 » du chancelier Gerhard Schröder.

entreprises à 25 % au maximum, supprimer la surtaxe de solidarité et l'allocation citoyenne (*Bürgergeld*) en le remplaçant par une nouvelle allocation de base qui doit « encourager et exiger » les salariés un retour au travail. Le parti souhaite également défendre la propriété et le patrimoine en augmentant les abattements sur les droits de mutation et de succession ainsi que sur l'épargne. Il s'oppose à toute forme d'un impôt sur la fortune. Ces propositions sont proches de l'aile droite du parti, incarnée par Merz et le secrétaire général Carsten Linnemann, ancien président de l'Association des PME et des entreprises (MIT) de la CDU/CSU²⁷.

Le véritable enjeu du programme économique de la CDU/CSU réside plutôt dans une équation semblant impossible à résoudre, entre investissements et politique d'austérité. Le parti a en effet inscrit dans son programme le maintien du frein à l'endettement prévu par la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) car « les dettes d'aujourd'hui sont les hausses d'impôts de demain ». Rappelons que ce mécanisme a été introduit en 2009, dans un contexte de crise financière mondiale et qu'il interdit au gouvernement de réaliser un déficit structurel de plus de 0,35 % du budget fédéral chaque année. Ce mécanisme salubre dans un contexte d'incertitude économique et budgétaire a pu porter ses fruits en limitant la dette allemande à 64 % de son produit intérieur brut (PIB) – contre 112 % pour la France. Mais au fil des années et alors que la croissance allemande est aujourd'hui en récession, le frein à l'endettement limite les investissements dont manque cruellement le pays en termes d'infrastructures dans le numérique, le rail, l'éducation, les transports, etc.

Précisons cependant que dans un système politique reposant sur des coalitions comme l'Allemagne, les programmes ne doivent pas être lus comme des projections exactes de ce que le futur gouvernement mettra en œuvre. Comme le soulignent les politistes Bernhard Miller et Wolfgang C. Müller, « les grandes coalitions exigent des sacrifices politiques de la part des partenaires et font de la recherche de compromis politiques réalisables une tâche difficile et souvent pesante²⁸ ». On peut en effet penser que la CDU devra faire des concessions sur ce sujet avec son futur partenaire, probablement le SPD ou même éventuellement les Verts. La proposition de la CDU/CSU sur la question du frein à l'endettement laisse en effet une porte ouverte à la négociation puisque le texte exact, « nous maintiendrons le frein à l'endettement prévu par la Loi fondamentale », ne précise pas *in extenso* que le frein doit être maintenu à 0,35 %. Il existe donc un scénario où la CDU/CSU acceptera de négocier avec son ou ses futurs partenaires de coalition un assouplissement du frein à l'endettement mais

27. Sur la place et le rôle de ces organisations au sein des grands partis de gouvernement allemand : lire M. Baloge, « "Taxer la richesse !" : Politiques fiscales et travail d'intermédiation au sein des milieux partisans allemands », *Gouvernement et action publique*, n° 4, 2020, p. 29-52.

28. B. Miller et W. C. Müller, « Managing Grand Coalitions: Germany 2005–09 », *German Politics*, vol. 19 (n° 3-4), 2010, p. 335.

pas sa suppression. En novembre 2024, puis janvier 2025, le Conseil allemand des experts économiques (*Der Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung*), un groupe de cinq économistes qui conseille l'exécutif de manière indépendante, a appelé le futur gouvernement à augmenter le seuil du frein à l'endettement à 1 % du PIB si la dette allemande restait en dessous de 60 % du PIB, à 0,5 % entre 60 et 90 % et à 0,35 % au-delà de 90 %²⁹. Friedrich Merz lui-même a déclaré à plusieurs reprises que le frein à l'endettement pouvait être réformé mais à la condition de savoir « avec quels objectifs et pour quels résultats³⁰ ». Restera à convaincre les deux tiers du Bundestag et du Bundesrat, seuil à atteindre afin de réviser la Loi fondamentale. Dans le prolongement de son mentor Wolfgang Schäuble, Friedrich Merz fait de la rigueur budgétaire un impératif politique, voyant l'Allemagne comme une ancre de stabilité en Europe et défendant les critères de stabilité et de croissance de Maastricht, principes inscrits dans le programme du parti.

Dernier point, le programme de la CDU vise à relancer la croissance du pays en cherchant à atteindre à terme 2 %. Mais de nombreux experts s'interrogent sur la possibilité d'appliquer le programme du parti et d'atteindre cet objectif en baissant les recettes de près de 100 milliards d'euros par an, tout en misant sur l'hypothèse très incertaine d'un rebond de la croissance, d'une réduction des aides sociales et de la bureaucratie et d'une limitation de l'immigration dont le pays a désespérément besoin afin de combler ses besoins en main-d'œuvre.

L'affirmation d'un parti pro-européen et allié des États-Unis

Les questions européennes occupent une place très importante historiquement pour la CDU/CSU, en particulier depuis la réunification. Comme l'explique l'historien Andreas Rödder, lui-même proche de la CDU :

« Pour Kohl et, dans son sillage, pour la CDU et le gouvernement allemand, l'unification politique de l'Europe "dans toutes les conceptions imaginables" se mue en héritage politique. [...] En matière de politique européenne Kohl surclasse, dans les années 1990, toutes les autres personnalités politiques allemandes³¹ ».

29. « Schuldenbremse pragmatisch anpassen: Flexibilität erhöhen, Stabilität wahren », Der Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung (Conseil allemand des experts économiques), 30 janvier 2024, disponible sur : www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de.

30. K. Hagen « Sag niemals nie » – Merz zeigt sich bei Schuldenbremse erneut gesprächsbereit », *Der Spiegel*, 5 décembre 2024 disponible sur : www.spiegel.de.

31. A. Rödder, « Équilibre, ancrage à l'Ouest, multilatéralisme. Les choix de la République fédérale en matière de politique étrangère dans les années 1980 », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 215, 2016, p. 126.

On ne sera donc pas étonné que cet héritage se retrouve dans le programme de 2025. Le mot « Europe » et ses déclinaisons apparaît 132 fois dans le programme contre 105 pour « Deutschland », 27 pour « Wirtschaft » (économie), 15 pour « migration », 11 pour « Ukraine », 8 pour « Terror » et ses déclinaisons, 2 pour « *Schuldenbremse* » (frein à l'endettement). Il est intéressant de constater que pour la CDU, l'Allemagne ne peut prendre part à la résolution des problèmes internationaux que dans un cadre européen. Ainsi le programme défend « l'approfondissement du marché intérieur, le renforcement de la compétitivité, l'achèvement de l'Union de l'énergie et de l'Union des marchés des capitaux, une Union économique et monétaire stable et une politique ambitieuse pour la recherche et l'innovation, la protection du climat, le commerce extérieur, l'arrêt de l'immigration illégale, la numérisation et la défense³² ». Cette ligne pro-UE s'accompagne également d'une lutte pour moins de bureaucratie et d'une simplification de la réglementation en particulier pour les PME et du principe de subsidiarité. En matière d'élargissement de l'Union européenne (UE) à de nouveaux pays, la CDU défend l'entrée des pays des Balkans occidentaux, de l'Ukraine et de la Moldavie afin de renforcer la sécurité géopolitique de l'UE. Dans le même temps, la CDU plaide pour le maintien des relations diplomatiques et économiques avec la Turquie tout en regrettant que le pays « s'éloigne actuellement du système de valeurs de l'UE et ne puisse donc pas y adhérer ».

Le maintien d'une relation étroite avec les États-Unis est également affirmé, ce qui est peu étonnant puisque la CDU/CSU a historiquement un tropisme transatlantiste et que Friedrich Merz était président de la *Atlantikbrücke* de 2009 à 2019, une association privée promouvant l'amitié germano-américaine :

« Les États-Unis ont été, sont et resteront le principal allié de l'Allemagne en dehors de l'Europe. Nos peuples sont liés par une longue amitié. Nos pays partagent des valeurs, des intérêts et, en tant que membres de l'OTAN, une promesse de protection commune. Nous traitons les puissances mondiales d'égal à égal et avec un intérêt de partenaire, sans renoncer à nos valeurs. Nous ne voulons pas renoncer au partenariat transatlantique avec les États-Unis, mais continuer à l'approfondir et à nous engager ensemble pour la sécurité, la liberté et la paix dans le monde. Pour nous concerter encore mieux, nous voulons lancer un dialogue stratégique de haut niveau. »³³

Ce positionnement n'est pas surprenant. La CDU et Merz ont toujours été atlantistes. L'élection de Donald Trump n'a par ailleurs pas changé la position du parti à l'égard des États-Unis. Fin janvier 2025, Johann

32. Programme de la CDU de 2025, *op. cit.*

33. « Transatlantikpolitik ist DNA der Union », CDU/CSU Fraktion, 5 mai 2021, disponible sur : www.cducsu.de ; P. Rosin, « Die CDU ist DIE Amerika-Partei der Bundesrepublik », Konrad-Adenauer-Stiftung, 23 septembre 2024, disponible sur : www.kas.de.

Wadephul, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU chargé des affaires étrangères, tout en soulignant certains désaccords avec le nouveau président américain, affirmait que l'Allemagne dépend du « bouclier nucléaire » américain, que « les États-Unis ont libéré l'Allemagne de la dictature nazie, ont fondé la prospérité en Occident et soutenu la réunification », que l'Amérique est « bien plus que Donald Trump » et enfin que « si l'on approche Donald Trump avec confiance, alors nous pouvons protéger nos intérêts³⁴ ».

La politique étrangère ou la lutte contre « l'axe des autocraties »

En matière de politique étrangère et en premier lieu sur la question de la guerre en Ukraine, la position de la CDU est sans appel : condamnation de la « guerre d'agression russe », menée par un Vladimir Poutine méprisant « la démocratie, les droits de l'homme, le droit international et les règles de la cohabitation internationale ». Les sanctions contre la Russie doivent donc être maintenues afin de faire plier Poutine et de mettre fin au conflit. Le front ukrainien est vu par la CDU comme un rempart contre la politique belligérante et expansionniste russe qui menacerait d'autres pays si l'Ukraine venait à tomber. Le parti souhaite donc défendre le pays par tous les moyens diplomatiques, financiers, humanitaires et logistiques en continuant la livraison d'armes. On remarquera que le programme ne milite pas pour une intégration de l'Ukraine au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), ce qui ferait passer le conflit dans une autre dimension internationale. Friedrich Merz avait pourtant affirmé, lors d'une visite à Kiev en décembre 2024, que « la voie de l'Ukraine vers l'OTAN est irréversible ». Dans le même temps cependant, la CDU souhaite durcir les conditions d'accueil des réfugiés ukrainiens qui ne recevront plus de l'allocation citoyenne (*Bürgergeld*), mais des aides selon la loi sur les prestations données aux demandeurs d'asile. Parallèlement, le parti entend « tout mettre en œuvre pour que les réfugiés ukrainiens trouvent directement un emploi et deviennent indépendants des prestations de l'État. Nous simplifions les procédures de reconnaissance professionnelle et renforçons l'apprentissage de la langue allemande ».

La position de Friedrich Merz sur l'Ukraine, qui pourrait paraître claire à la lecture du programme, est en réalité plus trouble, fluctuante et parfois difficile à analyser. Le candidat a longtemps adopté une posture offensive envers la Russie. En octobre 2024, il faisait pression sur son adversaire social-démocrate pour qu'il fournisse à Kiev des missiles longue portée Taurus si Vladimir Poutine « ne cessait pas ses attaques sur des

34. « CDU: Politikwechsel für Neuanfang mit den USA », CDU, 20 janvier 2025, disponible sur : www.cdu.de.

infrastructures civiles dans les 24 heures³⁵ ». Deux mois plus tard, il semblait mettre de l'eau dans son vin en déclarant : « À aucun moment je n'ai posé d'ultimatum à [Vladimir] Poutine », comprenant sans doute que l'envoi de tels missiles était mal perçu dans l'opinion publique allemande. Sur la question russe et en période de campagne électorale, Friedrich Merz semble nager entre deux eaux, conscient du danger que représente l'invasion russe pour l'Europe et sensible à la lassitude des Allemands à l'égard du conflit, exprimée dans les enquêtes d'opinion. L'élection de Donald Trump, en rajoutant un niveau d'incertitude quant à l'investissement américain dans le conflit doit sans doute complexifier l'équation pour le candidat chrétien-démocrate. La déclaration du président américain appelant les pays membres de l'OTAN à augmenter leurs dépenses en matière de défense à 5 % du PIB a été écartée assez rapidement par Friedrich Merz : « Les deux, trois ou cinq pour cent ne sont fondamentalement pas pertinents, ce qui compte c'est que nous fassions ce qu'il faut pour nous défendre³⁶ », tout en soulignant la nécessité d'investir dans la Bundeswehr.

Enfin, de façon très explicite, le programme de la CDU s'oppose aux intérêts chinois :

« [L'Allemagne] se positionne de plus en plus fortement contre les démocraties libérales et agit de manière de plus en plus expansive dans son voisinage et bien au-delà. Elle s'emploie à créer des dépendances économiques, financières et politiques à l'échelle mondiale. Avec nos partenaires, nous voulons repousser l'influence de la Chine partout où nos intérêts stratégiques sont en jeu. Nous misons sur une politique européenne autonome vis-à-vis de la Chine, étroitement coordonnée avec les États-Unis. »

Pour la CDU, la Russie et la Chine, adversaires des démocraties occidentales, appartiennent clairement à un « axe des autocraties », dont l'influence en matière de recherche, de géopolitique, d'économie et d'industrie doit être combattue. Signe de cette volonté de rupture avec la Chine, Friedrich Merz a mis en garde les entreprises allemandes qui investiraient en Chine et qui pourraient se trouver ensuite en difficulté en cas de bouleversements géopolitiques : « ne vous adressez en aucun cas à l'État, au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, pour vous aider dans une telle situation économique³⁷ ». Cette position rejoint celle énoncée dans la stratégie Chine du gouvernement « feu tricolore » en

35. N. Alipour, « Allemagne : le favori des élections, Friedrich Merz, rétropédale sur l'ultimatum » à la Russie au sujet des missiles à l'Ukraine », Euractiv, 4 décembre, 2024, disponible sur : www.euractiv.fr.

36. « „Wir sind nicht auf einem Basar“ », *Tagesschau*, 8 janvier 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

37. B. Shabanil, « „Keine Hilfe vom Staat“: Merz warnt Unternehmen vor China-Investitionen », *Merkur*, 24 janvier 2025, disponible sur : www.merkur.de.

juillet 2023³⁸ et sa présentation par Annalena Baerbock, la ministre écologiste des Affaires étrangères³⁹.

L'affirmation de l'importance des relations franco-allemandes

Les relations franco-allemandes occupent une place limitée dans le programme mais ont cependant le mérite d'exister et d'être explicitement défendues. C'est également le cas, dans des proportions similaires, du programme du SPD, des Verts et dans une moindre mesure du FDP mais pas dans celui de l'AfD, de Die Linke et de la BSW. La France est citée à deux occasions dans le programme de la CDU/CSU. D'abord pour « [relancer] nos relations avec la France et la Pologne : nous donnons une impulsion à la lutte contre l'immigration illégale, à l'économie et à l'innovation, à la sécurité et à la défense, et nous développons les infrastructures en direction de nos voisins ». Ensuite pour développer « avec la France, la Pologne et le Royaume-Uni [...] en étroite coordination avec les États-Unis, une stratégie commune pour soutenir l'Ukraine dans sa quête de paix, de liberté et de sécurité ».

Friedrich Merz a la réputation d'être plus francophile qu'Olaf Scholz. Héritier d'Helmut Kohl et de Wolfgang Schäuble, tous deux défenseurs de l'amitié franco-allemande, Merz a souvent reproché à son adversaire social-démocrate d'avoir négligé les relations avec la France⁴⁰. Signe de l'importance des relations franco-allemandes pour le candidat de la CDU/CSU, celui-ci a pris position sur l'actualité française récente et ses conséquences pour la vie politique allemande. En juillet 2024, durant l'entre-deux tour des élections législatives il se déclarait prêt à travailler avec un gouvernement mené par le Rassemblement national (RN) : « il reste important que nous tendions toujours la main à Paris et que nous fassions toujours des offres, quel que soit le gouvernement en place ». Il saluait ainsi la décision du RN de se dissocier de l'AfD au Parlement européen :

« Si le groupe ID au Parlement européen n'avait pas rejeté l'AfD, j'aurais probablement répondu différemment à votre question. Mais dans le contexte de la décision de Marine Le Pen d'exclure les députés allemands de l'AfD du groupe commun au Parlement européen, la démarcation me semble assez claire. [...] Cela pourrait faciliter un peu la coopération entre l'Allemagne et la France.⁴¹ »

38. « ChinaStrategie », Auswärtiges Amt, disponible sur : www.auswaertiges-amt.de.

39. « Außenministerin Baerbock zur Zukunft der deutschen Chinapolitik », Merics, 13 juillet 2023, disponible sur : www.merics.org.

40. P. Maurice, « L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février. Enjeux d'un scrutin à risque », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 23 janvier 2025, disponible sur : www.ifri.org.

41. N. Alipour, « Merz: Deutschland müsste französischer Le-Pen-Regierung die Hand reichen », Euractiv, 4 juillet 2024, disponible sur : www.euractiv.de ; P. Maurice, « L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février », *op. cit.*

Plus tôt dans l'année, il s'était réjoui de la visite d'État du président Emmanuel Macron lors des célébrations des 75 ans de la Loi fondamentale en mai 2024, rappelant que « l'Allemagne et la France sont les moteurs de l'unification européenne. Et surtout en ces temps difficiles, cette visite d'État doit envoyer un signal clair. [...] Il est important que cela ne reste pas une déclaration d'intention. Il faut que ce soit concret.⁴² » Plus tard dans l'année, en octobre, il prenait position pour renforcer la coopération franco-allemande dans le domaine de l'énergie nucléaire, alors que le pays fait face à une grave crise énergétique depuis le début de la guerre en Ukraine. Selon Merz, et toujours en rupture avec les années Merkel, « les décisions des dix dernières années de sortir du nucléaire sont probablement si irréversibles que nous ne pouvons plus couvrir nos propres besoins énergétiques », justifiant ainsi le rapprochement avec la France dans ce domaine. Friedrich Merz apparaîtrait donc comme un candidat et un potentiel futur chancelier propice au renforcement du moteur franco-allemand en Europe. Reste que la vitalité de ce dernier dépend également des contingences intérieures à chaque pays⁴³. L'instabilité politique en France, les difficultés budgétaires de nature différente dans les deux pays et la montée de l'AfD en Allemagne pourraient à nouveau gripper la machine.

42. « Merz: Wir müssen auf Frankreichs Gesprächsangebote eingehen », RBB Inforadio24, 24 mai 2024, disponible sur : www.inforadio.de.

43. P. Maurice, « L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février », *op. cit.*

Avec qui gouverner ?

Si l'horizon semble dégagé pour Friedrich Merz dans sa course à la chancellerie, l'élection du 23 février risque de plonger le parti et le pays dans une incertitude temporaire quant à la formation d'une coalition gouvernementale. Trois options semblent se dessiner :

- ▀ une grande coalition avec le SPD ;
- ▀ une coalition avec les Verts (sans que l'on puisse être assuré avant l'élection que cette alliance atteigne la majorité des sièges au Bundestag) ;
- ▀ une coalition « Kenya » (CDU/CSU, SPD, Verts).

Précisons que l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire, peu probable mais juridiquement et politiquement possible, ne peut être entièrement écartée. La CDU dirige en 2025 deux *Länder* (la Thuringe et la Saxe) dans cette configuration.

Le refus de toute coalition avec l'AfD mais l'affaiblissement du cordon sanitaire

Selon toutes vraisemblances, l'AfD sera le premier parti d'opposition au Bundestag durant cette 21^e législature. En quelques années à peine, le parti d'Alice Weidel est parvenu à devenir une force politique de premier plan en Allemagne, à la fois à l'échelle fédérale et des *Länder*, en particulier à l'Est⁴⁴. En 2017, à peine quatre années après sa fondation, le parti envoyait 94 députés au Bundestag, un chiffre assez proche de l'élection de 2021 avec 84 élus, passant numériquement du troisième groupe au cinquième. Les sondages montrent que le parti pourrait atteindre environ 150 députés en 2025.

Friedrich Merz a exclu toute coalition avec l'AfD à de nombreuses occasions. En janvier 2025, il déclarait dans le journal *Bild* « il n'y aura pas de coopération avec l'AfD. Tout le monde peut compter sur cela⁴⁵ ». Depuis son apparition sur la scène politique du pays, l'AfD n'a jamais été considérée comme un partenaire de coalition envisageable par la

44 M. A. Hansen et J. Olsen, « A Tale of Two Electorates? The 2021 Federal Election and the Alternative for Germany (AfD) Voter in East and West », *German Politics and Society*, n° 40, 2022, p. 110-133.

45 M. Kröger « Merz kämpft mit Politik von Rechts um Anerkennung der Mitte », *Der Spiegel*, 26 janvier 2025, disponible sur : www.spiegel.de.

CDU/CSU. Même à l'échelle régionale où des alliances inédites à l'échelle fédérales peuvent être mises en place, la CDU n'a pas accepté de gouverner avec le parti d'extrême droite, en particulier dans les *Länder* de l'Est. Mais comme sur d'autres sujets précédemment évoqués, la position de Friedrich Merz sur le cordon sanitaire est fluctuante et fragile⁴⁶. D'une part, si le cordon sanitaire paraît tenir en matière de coalition, il semble s'affaiblir sur le plan programmatique et communicationnel tant certaines propositions des deux partis peuvent sembler proches sur les questions migratoires. D'autre part, Friedrich Merz a plusieurs fois témoigné d'une forme de tolérance à l'égard du soutien, sans participation, de l'AfD à la politique de la CDU. En septembre 2023, au sein du parlement de Thuringe, la CDU, membre de l'opposition, dépose une proposition de loi visant à diminuer les droits de mutation immobilière. Minoritaire, le parti reçoit le soutien du FDP et de l'AfD, parvenant ainsi à faire adopter la proposition contre le gouvernement SPD/Die Linke/Die Grünen. La situation crée la polémique en Allemagne. La CDU est accusée de « pactiser avec le diable », le secrétaire général du SPD, Kevin Kühnert, déclare que si ce type de stratégies « fait école au sein de la CDU, alors le parlementarisme va changer à partir de maintenant ». À l'inverse, la direction de l'AfD, par la voix d'Alice Weidel, savoure sa victoire : « Le cordon sanitaire est de l'histoire ancienne – et la Thuringe n'est qu'un début. Il est temps de répondre à la volonté démocratique des citoyens partout en Allemagne. » Cette séquence s'inscrit dans le prolongement de la déclaration controversée du président de la CDU, en juillet 2023. Interrogé au sujet d'éventuelles alliances avec l'AfD aux niveaux européen, fédéral et régional, Friedrich Merz exclut toute coopération. Mais il ajoute que si l'AfD remporte une mairie ou un arrondissement, comme dans les *Länder* de Thuringe ou de Saxe-Anhalt, « il faut évidemment trouver le moyen de continuer à aller de l'avant ensemble dans les assemblées communales ». Ces quelques mots ont déclenché un tollé, y compris au sein de la CDU. Accusé de compromission avec l'extrême droite, Friedrich Merz est obligé de faire machine arrière sur ses réseaux sociaux dès le lendemain.

Plus récemment, à quelques semaines de l'élection, Friedrich Merz a de nouveau provoqué une vive controverse après l'attaque au couteau à Aschaffenburg en déclarant vouloir déposer au Bundestag un ensemble de mesures radicales (et pour certaines anticonstitutionnelles) comme la détention des personnes pour une durée indéterminée, l'abolition du droit d'asile ou la fermeture des frontières⁴⁷. Ces propositions coup de poing, finalement peu étonnantes en période électorale, s'accompagnent d'une mise en demeure à l'égard de ses adversaires : « nous les présenterons, peu

46. J. Van Spanje et W. Van Der Brug, « The Party as Pariah : The Exclusion of Anti-immigration Parties and Its Effect on Their Ideological Positions », *West European Politics*, vol. 30, n° 5, 2007, p. 1022-1040.

47. « „Merz' Brandmauer brennt lichterloh“ », *Tagesschau*, 25 janvier 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

importe qui est d'accord avec nous ». En creux, Merz accepte le soutien de l'AfD sur le vote de telles mesures. Alice Weidel ne s'y est pas trompée en déclarant sur le réseau social X que le « cordon sanitaire est tombé » et se félicitant d'un changement de paradigme. Ainsi, les différentes déclarations du président de la CDU, qualifiant son parti d'« AfD avec de la substance⁴⁸ », montre que le cordon sanitaire se fragilise, sans rompre toutefois, tant les différences entre les deux partis, des points de vue idéologique (sur l'Europe en particulier) et électoral, restent importantes⁴⁹. Mais nul doute que la pression de l'AfD sur la CDU/CSU continuera à s'accroître durant la 21^e législature.

Un compromis avec les Verts est-il possible ?

La CDU/CSU a désigné durant la 20^e législature comme « son ennemi choisi », qualifiant « les Verts de « principaux adversaires » et [défendant] une ligne de démarcation claire contre ce parti, dans un contexte de montée de l'extrême droite⁵⁰ », responsables de la montée de l'AfD par des mesures impopulaires telle que la loi sur le chauffage. La possibilité d'une coalition avec les Verts semble donc assez limitée, d'autant plus que la faible place donnée à l'environnement dans le programme de la CDU/CSU ne permet pas de construire des ponts entre les deux organisations sur ce thème. Ce scénario ne peut cependant pas être complètement écarté, en particulier dans l'hypothèse où le SPD ferait un score plus faible encore que les sondages ne l'estiment. D'autre part, les Verts ont également durci leur position sur les questions migratoires, lorsque leur candidat Robert Habeck a déclaré que les Syriens sans travail devraient retourner dans leur pays⁵¹. Les deux partis sont également proches sur le rôle de l'UE et de l'OTAN. La cheffe des Verts, Franziska Brantner, a ainsi déclaré qu'elle était plus proche des positions de Friedrich Merz sur la question de la guerre en Ukraine qu'avec celle du chancelier Olaf Scholz et du SPD⁵². Mais les prises de position du président de la CSU, Markus Söder, montrent bien qu'une telle alliance serait extrêmement difficile à mettre en place. Le responsable bavarois n'a pas de mots assez durs envers le candidat des Verts, désigné comme « responsable du désastre économique », ajoutant en

48. D. Krause, « CDU ist „Alternative für Deutschland mit Substanz“: Aussage von Friedrich Merz sorgt für scharfe Kritik », *Tagesspiegel*, 20 juillet 2023, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

49. M. Dilling, « Two of the Same Kind ? The Rise of the AfD and Its Implications for the CDU/CSU », in E. Langenbacher, *Twilight of the Merkel: Era Power and Politics in Germany after the 2017 Bundestag Election*, Oxford, Berghahn Books, 2019.

50. C. Burgdorff, « La CDU après Merkel. Les défis du parti conservateur en tant que nouveau parti d'opposition », *Notes du Cerfa*, n° 177, Ifri, novembre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

51. J. Schmidt-Farrent, « Schließt auch Merz Schwarz-Grün aus? », ZDF, 26 janvier 2025, disponible sur : www.zdf.de.

52. « CSU bleibt bei Nein zu Schwarz-Grün », *Tagesschau*, 3 décembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

décembre 2024 « qu'il est complètement absurde et impossible qu'un tel homme puisse rester ministre de l'Économie⁵³ » et concluant le 20 janvier 2025 que « dans la mesure du possible, les Verts devraient entrer dans l'opposition⁵⁴ ». Friedrich Merz entretient quant à lui un discours plus ouvert à une telle alliance. Tout en critiquant le bilan économique de Habeck, il souligne également que le candidat des Verts est « un interlocuteur agréable ». En décembre 2024, il déclarait au journal *Bild* : « En matière de politique étrangère et de sécurité, il y a certainement plus de points communs avec les Verts qu'avec le SPD. » La question d'une alliance avec les Verts ne fait donc pas consensus au sein de la CDU/CSU, au point que d'autres responsables dans le parti comme Hendrik Wüst et Daniel Günther ont récemment pris position pour enjoindre Söder à arrêter les déclarations sur ce sujet et à se concentrer sur la campagne plutôt que sur les hypothétiques coalitions⁵⁵.

Mais les récentes déclarations de Merz après l'attaque au couteau d'Aschaffenburg ont tendu les relations entre les deux partis. Fin janvier 2025, Robert Habeck accusait Merz de trumpisme et de mettre en place en Allemagne un scénario à l'autrichienne où les conservateurs négocient une coalition avec le parti d'extrême droite Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), s'il acceptait les voix de l'AfD au Bundestag⁵⁶. L'organisation de jeunesse du parti, par la voix de sa porte-parole fédérale Jette Nietzard, a également rejeté toute possibilité d'alliance. En d'autres termes, plus la campagne s'accélère, plus les déclarations de Friedrich Merz se radicalisent, plus la possibilité d'une telle alliance s'efface. Reste que la période de campagne est bien distincte de la période de négociation des coalitions. La polarisation laisse alors la place à la négociation et au compromis.

La probabilité d'une nouvelle grande coalition CDU/CSU-SPD

Une « grande coalition » (GroKo) est l'option la plus probable au sortir des élections de 2025. À la fois du point de vue mathématique, si l'on en croit les sondages et du point de vue électoral. En effet, selon un sondage publié le 26 janvier 2025, 46 % des personnes interrogées soutiennent « quelque peu » ou « pleinement » la coopération entre la CDU/CSU et le SPD tandis

53 « Söder kündigt Veto gegen mögliche schwarz-grüne Koalition an », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), 10 décembre 2024, disponible sur : www.faz.net.

54. M. Röhlig, « Merz hält Option mit Grünen offen, Söder bleibt beim Koalitions-Nein », *Der Spiegel*, 20 janvier 2025, disponible sur : www.spiegel.de.

55. F. Hoffmann « Grünen-Streit in der Union: „Söder soll den Mund halten“ », *FAZ*, 8 janvier 2025, disponible sur : www.faz.net ; « Wüst kritisiert Söders Absage an Schwarz-Grün », *Die Zeit*, 5 septembre 2024, disponible sur : www.zeit.de.

56. D. Rzepka, « War's das mit Schwarz-Grün? », *ZDF*, 26 janvier 2025 disponible sur : www.zdf.de.

que 49 % rejettent cette coalition⁵⁷. La deuxième option privilégiée par les sondés est une coalition CDU/CSU et le FDP, souhaitée par le parti libéral et par certaines voix au sein de la CDU comme Armin Laschet⁵⁸, mais cette coalition n'aurait aucune chance d'atteindre la majorité des sièges au Bundestag, même si le parti libéral parvenait à s'y maintenir.

Les grandes coalitions sont devenues une configuration de gouvernement banalisée en Allemagne alors qu'elles étaient extrêmement rares avant les années Merkel (une seule entre 1949 et 2005, durant le mandat de Kurt Georg Kiesinger entre 1966 et 1969). Cela tient évidemment à la fragmentation de l'offre politique. Plus les voix se dispersent plus l'obligation de nouer des alliances augmente. Cela s'explique également, récemment, par le refus de gouverner avec l'AfD, ce qui limite les scénarios possibles. L'éventualité d'une « GroKo » ne satisfait à l'évidence personne. D'une part, une « GroKo » renforcerait sans doute l'AfD qui pourrait accentuer son discours anti-système en se présentant comme le seul et principal parti d'opposition au gouvernement. Deuxièmement, Olaf Scholz et Friedrich Merz entretiennent des relations ombrageuses. Le premier avait accusé le second « d'aimer raconter des bêtises » en réponse aux accusations selon lesquelles il garderait lors des sommets européens, ce à quoi Merz avait répondu : « Il parle tout le temps de respect. Mais dès que quelqu'un n'est pas d'accord avec lui, son respect cesse. Je n'atteindrai pas ce niveau.⁵⁹ » Mais au-delà de ces piques qui n'auront d'ailleurs que peu d'importance à court terme puisqu'Olaf Scholz se retirera probablement du gouvernement en cas de défaite, d'autres signaux montrent que certains dirigeants des deux partis travaillent déjà au rapprochement post-électoral. Du côté de la CSU, Markus Söder milite pour une coalition avec les sociaux-démocrates en portant ses attaques sur les Verts. Au SPD, un des deux présidents du parti, Lars Klingbeil, a pu déclarer qu'« au-delà de la campagne électorale, nous nous traitons personnellement de manière amicale ». Le ministre de la Santé, le social-démocrate Karl Lauterbach apparaît également comme favorable à une grande coalition. Sur différents points, les points du programme des deux partis sont assez proches, par exemple sur l'Union des marchés de capitaux à l'échelle européenne, sur les enjeux de sécurité intérieure en matière de numérique ou sur le maintien des relations avec les États-Unis. Ou plus important encore sur la question de l'allocation citoyenne. Dans son programme, le SPD souligne bien que cette allocation n'est pas un revenu de base inconditionnel. Elle repose sur la participation sur le marché du travail des bénéficiaires. Lars Klingbeil a par ailleurs pu souligner que des

57. P. Völkner, « Bundestagswahl-Umfrage: Union und SPD ohne Mehrheit – was, wenns für die GroKo nicht reicht? », *Frankfurter Rundschau*, 28 janvier 2025, disponible sur : www.fr.de.

58 A. Laschet et J. Vogel « Der beste Weg wäre Schwarz-Gelb », *FAZ*, 13 janvier 2025, disponible sur : www.faz.net.

59. « Scholz keilt gegen CDU-Chef: „Fritze Merz erzählt gern Tünkram“ – der reagiert empört », *Focus*, 17 décembre 2025, disponible sur : www.focus.de.

sanctions plus sévères ont été mises en place sous la coalition « feu tricolore » contre les personnes refusant de travailler et percevant cette allocation⁶⁰. Cette ligne se rapproche du programme de la CDU/CSU. Enfin, sur les retraites, les deux partis promettent de ne pas toucher à la question sensible de l'âge de départ (67 ans), ni au niveau des pensions, redoutant de se mettre à dos un tiers du corps électoral allemand. Sur d'autres domaines politiques (fiscalité, sécurité, immigration, économie), les deux partis sont clairement en opposition⁶¹. Rien n'interdit cependant de penser que des compromis pourraient être trouvés. À titre d'exemple, le SPD a systématiquement inscrit le retour de l'impôt sur la fortune dans son programme lors des précédentes campagnes, pour finalement l'abandonner lors des négociations des contrats de coalition⁶². On se souvient également qu'en 2017, le SPD, laminé lors des élections, avait dans un premier temps refusé de former un nouveau gouvernement avec la CDU/CSU avant de devoir changer son fusil d'épaule après l'échec des négociations CDU/CSU-Verts-FDP. La question d'une nouvelle « GroKo » se pose donc plutôt dans les termes suivants : où se situera le barycentre politique d'une telle alliance ? À la droite du SPD ? Au centre de la CDU/CSU ? Qui parviendra le plus à tirer son adversaire vers ses propres attentes ? Nul doute qu'une telle alliance mettra du temps à sortir de terre. En 2017, lors de la dernière « GroKo », les négociations avaient duré 171 jours entre l'élection et la prestation de serment du gouvernement, contre 73 jours en 2021 pour la coalition « feu tricolore »⁶³.

60. J. Emmrich et T. Martus, « Niemand will die Große Koalition? Trotzdem spricht viel dafür », *Berliner Morgenpost*, 3 janvier 2025, disponible sur : www.morgenpost.de.

61. E. Conesa, « En Allemagne, les programmes aux antipodes de la CDU et du SPD en vue des législatives de février », *Le Monde*, 16 décembre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

62. M. Baloge, *Vie et mort de l'impôt sur la fortune. Les luttes pour la représentation des intérêts à l'Assemblée nationale et au Bundestag*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2022.

63. Dauer der Regierungsbildung in Deutschland nach den Bundestagswahlen von 1990 bis 2021 », Statista, décembre 2021, disponible sur : www.de.statista.com.

Conclusion

La campagne de 2024-2025 aura été en tout point remarquable dans l'histoire récente de la République fédérale d'Allemagne. D'abord, parce qu'elle est consécutive à la perte d'un vote de confiance, ce qui n'était arrivé que trois fois entre 1949 et 2024. Ensuite, parce que la campagne a été marquée par un fort degré de polarisation politique, sous l'impulsion en particulier de l'AfD, forçant la CDU à durcir à la fois son programme et sa communication afin de lutter contre l'exode de ses électeurs vers le parti d'extrême droite. Enfin, du fait d'un contexte national et international extrêmement complexe, sur les questions de sécurité en particulier. Il faut également mentionner l'irruption d'Elon Musk dans la campagne. Le milliardaire soutient explicitement l'AfD comme « seul parti à pouvoir sauver l'Allemagne⁶⁴ », organise un entretien avec Alice Weidel sur X puis apparaît en meeting, à quelques heures de l'anniversaire des 80 ans de la libération du camp d'Auschwitz, en demandant aux partisans de l'AfD d'« être fiers d'être Allemands », en louant la « nation allemande » qui remonte à « des milliers d'années » et en concluant que « les enfants ne devraient pas être coupables des péchés de leurs parents, et encore moins de leurs arrière-grands-parents. [...] L'accent est trop mis sur la culpabilité du passé, et nous devons aller au-delà de cela.⁶⁵ » Friedrich Merz n'est pas resté silencieux face à ces déclarations. Déclarant ne pas se souvenir d'un tel cas d'ingérence dans une campagne électorale d'un pays ami des États-Unis, le candidat de la CDU juge les prises de position de Musk d'« intrusives et présomptueuses⁶⁶ ». Dans un contexte de récession économique, de montée de l'extrême droite, d'incertitude à l'échelle internationale à la suite de l'élection de Donald Trump et de poursuite du conflit en Ukraine, on mesure à quel point la tâche s'annonce complexe pour Friedrich Merz s'il parvient, enfin, à accéder à la chancellerie. L'incertitude pèse également sur les configurations du pouvoir en devenir. Une coalition tripartite ne peut être complètement exclue tant les résultats des plus petites formations risquent de se situer aux alentours de 5 %. L'exemple récent de la coalition tricolore montre à quel point les dissensions entre partenaires dans ce type d'alliances peuvent être désastreuses à moyen terme. Dans tous les cas, une grande partie de

64. « Elon Musk bezeichnet AfD als „der letzte Funke Hoffnung“ für Deutschland », *Deutschlandfunk*, 28 décembre 2024, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

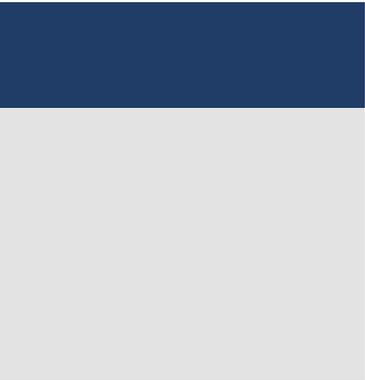
65 N. Diekmann, « Drinnen Musk bei AfD, draußen Proteste », ZDF, 25 janvier 2025, disponible sur : www.zdf.de.

66. J. Käppner, « Für Merz ist die Einmischung von Elon Musk in den Wahlkampf ein ernsthaftes Problem », *Süddeutsche Zeitung*, 30 décembre 2024, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

l'avenir politique de l'Allemagne dépendra de la capacité de la CDU à ménager son aile droite face à l'AfD et ses partenaires de coalition de gauche. Une équation bien difficile à résoudre en somme.

Les dernières publications du Cerfa

- P. Maurice, [L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février. Enjeux d'un scrutin à risque](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2025
- P. Maurice, H. Stark, [70e anniversaire du Cerfa. Genèse, histoire et visions pour les relations franco-allemandes](#), Notes du Cerfa, n° 180, décembre 2024
- P. Maurice, [Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin : à l'Est quoi de nouveau ?](#), *Briefing de l'Ifri*, novembre 2024
- J. Süß, [Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ?](#), *Briefing de l'Ifri*, septembre 2024
- M. Krpata, A-H. Palermo Kuss, S. G. Iglesias, [Entre "autonomie stratégique" et "changement d'époque". L'importance économique et stratégique des relations commerciales entre l'UE et le Mercosur](#), *Notes du Cerfa*, n° 179, septembre 2024 (disponible en allemand et français)
- T. Holzhauser, [Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht \(BSW\) au lendemain des élections européennes](#), *Notes du Cerfa*, n° 178, juillet 2024 (disponible en allemand et français)
- E. Keller, M. Krpata, J. Süß, [Élections européennes 2024. Entre repli nationaliste et ouverture, quel sera le choix des Allemands et des Français dans un contexte polarisé en Europe ?](#), *Visions franco-allemandes*, n° 36, juin 2024 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org